

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

**Séance du 31 janvier 2018**

**Objet n° 10** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin; MM. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile CJ. Jodogne, MM. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. EL MASLOUHI Ahmed, Conseillers communaux; Mme EL KHATTAHI Fatiha, Conseiller communal; M. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Conseiller communal; MM. Abdelkrim Ayad, Arnaud Verstraete, Conseillers communaux; M. Taoufik Ben Addi, Conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire communal; M. Philippe Den Haene, Secrétaire communal Adjoint.

ABSENTS: M. Saït Köse, Échevin; MM. Jean-Pierre Van Gorp, Halis Kökten, Mohamed Reghif, Mme Jamila Sanhayi, M. Abdallah Kanfaoui, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Döne Sönmez, Conseiller communal.

**#Objet : Règlement de police sur l'occupation de l'espace public à des fins commerciales #**

LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 37 voix contre 0 et 3 abstention(s). Un membre n'a pas voté*

Vu les articles 119, 119 bis, 133 et 135 §2 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu article 56 du règlement général de police du 26 février 2014;

Vu chapitre 7 du règlement communale d'urbanisme du 23 juin 2010;

Considérant que des terrasses et des étalages constituent une composante essentielle du paysage urbain;

Considérant que l'occupation de la voie public est identifiée comme source de nuisance physique dans le plan d'action communale contre les incivilités;

Considérant la volonté d'assurer l'accessibilité des trottoirs et un partage harmonieux entre les différents usagers et les commerçants;

Considérant la nécessité de harmoniser les procédures existantes et de faciliter le contrôle;

Considérant la nécessité de disposer d'un cadre réglementaire spécifique sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales;

**Généralités**

Article 1 :

§1 Le présent règlement a pour objet de fixer les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses, distributeurs, étalages et objets connexes sur l'espace public à des fins commerciales avec l'objectif d'assurer l'accessibilité et un partage harmonieux entre les différents usagers et les commerçants bénéficiaires d'autorisations d'occupation de l'espace public.

§2 Il est interdit d'occuper l'espace public à des fins commerciales, sans autorisation écrite préalable du Bourgmestre. L'autorisation détermine l'emprise au sol du dispositif et l'implantation des matériaux autorisés.

§3 Le Bourgmestre peut accepter des dérogations du présent règlement dans la mesure où l'esprit du règlement et de ses dispositions sur la sécurité et tranquillité publiques sont garantis.

Article 2:

Les termes utilisés dans le présent règlement répondent aux définitions suivantes :

- Terrasse : La terrasse est l'extension commerciale sur l'espace public d'un commerce sur laquelle sont disposés des tables, chaises et éventuellement un certain nombre d'accessoires tels que parasols, bacs à plantes, chevalets, ....
- Contre-terrasse : La partie d'une terrasse placée du côté voirie de l'espace public
- Îlot de terrasse : La partie d'une terrasse à proximité immédiate de l'établissement, mais séparée par une voirie.

- Terrasse sur stationnement: La terrasse est placée sur un emplacement de stationnement entre la voirie et le trottoir.
- Étalage: L'installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tous objets ou denrées dont la vente s'effectue à l'intérieur du commerce devant lequel elle est établie.
- Contre-étalage: La partie d'un étalage placé du côté voirie de l'espace public.

### **Prescriptions valables pour toutes les installations**

#### **Article 3:**

Sous réserve d'une dérogation dans le cadre d'un permis d'urbanisme, toutes les prescriptions des règlements d'urbanisme doivent être respectées.

#### **Article 4:**

La longueur du dispositif ne peut dépasser les limites latérales du commerce. Son extension devant un immeuble, un mur aveugle et/ou un commerce voisin est interdit, sous réserve de l'accord explicite du propriétaire. L'accès à l'immeuble ou aux étages doit toujours rester libre.

#### **Article 5:**

Un passage libre de 1.50 m minimum doit toujours être garanti. Ce passage libre signifie qu'aucun obstacle (mobiliers urbains, signalisation, distributeur etc.) ne peut être présent sur le cheminement piéton prévu. La largeur disponible est la distance entre la façade du commerce et la limite de la chaussée après déduction de la distance de placement des obstacles présents sur l'espace public. Le marquage au sol pour les personnes malvoyantes ne peut être entravé.

#### **Article 6:**

Le dispositif doit être tenu en parfait état d'entretien et de propreté (matériaux, peinture etc.) qu'il s'agisse de l'installation elle-même comme de ses abords. Les détritiques (papiers, déchets, mégots,...) doivent être enlevés sans délai. Les détritiques ainsi enlevés ne peuvent en aucun cas être répandus dans le caniveau ou dans les fosses d'arbres.

#### **Article 7:**

Les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité aux abords de l'établissement concerné. Ils s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter la tranquillité des abords de l'établissement concerné. Ils devront prendre toutes les précautions pour ranger le mobilier et ses accessoires, au moment de la fermeture, d'une manière silencieuse.

#### **Article 8:**

Uniquement le matériel, le mobilier et les accessoires spécifiés dans l'autorisation sont admis dans l'emprise autorisée et doivent y être placés.

#### **Article 9:**

Le matériel est défini dans un style et une tonalité unique et respecte les caractéristiques architecturales de la construction contre laquelle il est apposé. Les matériaux utilisés seront durables, résistants et faciles à entretenir.

#### **Article 10:**

Le stockage du mobilier sur l'espace public est interdit en dehors des heures de fonctionnement de l'établissement.

#### **Article 11:**

Les parasols et assimilés doivent être installés de telle sorte qu'une fois déployés, ils ne dépassent pas les limites de l'emprise autorisée et ne constituent pas une gêne pour la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite et des véhicules aux abords de la voirie. La hauteur minimum de ces dispositifs doit être de 2 m. Les parasols ou assimilés doivent respecter la visibilité des commerces voisins. Leur implantation ne peut cacher les panneaux de signalisation quels qu'ils soient ou les feux tricolores.

#### **Article 12:**

Les moquettes, tapis et tout revêtement de sol recouvrant le trottoir sont interdits. Des dérogations pour l'implantation d'un plancher peuvent être accordées aux titulaires d'autorisation de terrasse ou étalage qui se trouve sur des trottoirs présentant une inclinaison importante. Leur conception doit permettre le déplacement ou l'enlèvement dans un court délai (moins d'une heure). Le plancher ne peut en aucun cas être fixé au sol ou aux façades.

#### **Article 13:**

Les appareils destinés à la préparation des aliments (rôtissoire etc.) sont soumis à l'autorisation écrite du Bourgmestre. Indépendamment du respect de la distance d'1.50 m prévue pour le passage des piétons, une zone de sécurité d'un mètre supplémentaire devra être prévue.

### **Prescriptions particulières : les terrasses, contre-terrasses, îlots de terrasse & terrasses sur stationnement**

#### Article 14:

Ne peuvent être acceptés en terrasse que les mobiliers dont les dimensions et le nombre sont compatibles avec l'emprise au sol autorisée. Le mobilier et les accessoires doivent toujours rester dans l'emprise autorisée de la terrasse.

#### Article 15:

Dans le cas du placement d'une terrasse et d'une contre-terrasse, un passage de minimum 2 m doit être garanti. La largeur cumulée de la terrasse et de la contre-terrasse ne peut excéder 50 % de la largeur utile du trottoir. En présence d'un trottoir contigu à une zone de circulation ou de stationnement, la contre-terrasse doit être en retrait de 0.90 m de la bordure de trottoir.

#### Article 16:

La sonorisation de la terrasse est interdite.

#### Article 17:

Les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité des abords de l'établissement concerné. Des cendriers et des poubelles fermées et adéquats à ce type d'utilisation devront être mis à la disposition de la clientèle en suffisance.

#### Article 18:

Des écrans de protection perpendiculaires ou parallèles à la façade doivent être rigides, translucides, démontables et dans un style unique. Ils peuvent comporter un sous-bassement (jardinières etc.) de hauteur limitée à 0.80 m.

#### Article 19:

Les jardinières sont disposées dans l'emprise autorisée de la terrasse de façon à ne pas gêner les riverains et les commerces voisins. Elles doivent être entretenues par le détenteur de l'autorisation. Les plantes potentiellement toxiques et volumineuses sont interdites. La hauteur maximale de la végétation y compris la jardinière est fixée à 1.30 m.

#### Article 20:

L'implantation de la terrasse tient compte des personnes à mobilité réduite. Afin d'accueillir des personnes en fauteuil roulant, une hauteur de table de 0.73 m minimum est recommandée.

#### Article 21:

Si le trottoir présente une inclinaison importante, ou dans le cas du placement d'une terrasse sur une zone de stationnement, le placement d'un plancher est obligatoire.

§1 Le plancher sera en bois à l'exclusion de tout autre matériau. Il ne peut en aucun cas être fixé au sol ou aux façades.

§2 L'écoulement des eaux usées devra être maintenu sous le plancher.

§3 Le plancher doit présenter une surface sans aucun interstice pour éviter l'accumulation de déchets sous celui-ci.

§4 Aucun revêtement ne peut recouvrir le plancher.

§5 Les accès aux réseaux souterrains devront toujours rester garantis. La conception doit permettre le déplacement ou l'enlèvement en moins d'une heure.

#### Article 22:

L'accès à la terrasse sur une zone de stationnement se fera uniquement du côté trottoir. Des barrières de protection latérales et côté circulation, d'une hauteur minimum de 1.50 m, sont exigées. Des dispositifs réfléchissants seront placés sur les 3 côtés des barrières de protection.

### **Prescriptions particulières : étalages et contre-étalages**

#### Article 23:

Un étalage est destiné uniquement à la présentation de la marchandise dont la vente principale s'effectue à l'intérieur du commerce. L'étalage ne peut en aucun cas être utilisé comme zone de stockage. Les marchandises ne peuvent être présentées directement sur le sol ou sur une palette.

#### Article 24:

Dans le cas du placement d'un étalage et d'un contre-étalage, un passage de minimum 2 m doit être

garanti. Il est recommandé que le passage libre soit augmenté d'une distance supplémentaire de 1 m, permettant à la clientèle d'examiner la marchandise proposée et de garantir le passage des piétons.

**Article 25:**

Seules sont autorisées les installations d'une hauteur maximale de 1.30 m. Leurs modèles doivent être précisés dans les demandes d'occupation de l'espace public.

## **Demande d'autorisation**

**Article 26:**

Toute occupation de l'espace public par une installation terrasse, distributeur, étalage, ou autre occupation commerciale est soumise à autorisation préalable du Bourgmestre.

**Article 27:**

Les personnes morales ou physiques, propriétaires ou exploitants d'un commerce en rez-de-chaussée ouvert sur l'espace public et dont le dossier administratif est en ordre tant au niveau de la police que de l'urbanisme peuvent introduire une demande d'autorisation de placement de terrasse, distributeur ou d'étalage.

**Article 28:**

Le dossier de demande d'autorisation doit être adressé au Bourgmestre et doit comporter :

- Le formulaire de demande prévu à cet effet dûment rempli ;
- Un plan détaillé et correctement métré précisant l'implantation du dispositif par rapport au commerce exploité, reprenant la façade, l'accès d'immeuble, le trottoir et la chaussée, ainsi que tous les obstacles et éléments (mobilier urbain, potelets, arbres etc.) ;
- Le nombre et la description précise du matériel et du mobilier qui sera placé ;
- Au minimum trois photos en couleur du lieu, montrant le bâtiment, son environnement, et les abords de l'installation projetée (trottoir, mobilier urbain, arbres, plantations etc.) ;
- La preuve de paiement de la cotisation fiscale ;
- En cas d'installation d'un étalage fixe, une terrasse sur zone de stationnement ou un plancher, l'avis du service urbanisme et/ou le permis urbanisme ;
- En cas d'une installation sur le domaine public de la région de Bruxelles-capitale, la permission de l'autorité régionale.

Une demande incomplète est considérée comme irrecevable. Le titulaire de la demande en est informé par courrier. Si, dans les 60 jours qui suivent cette notification, la demande n'est pas valablement complétée, la demande est annulée et ce, sans notification.

**Article 29:**

Sur la base des avis émanant des services communaux, de la police, des pompiers ou des autorités supérieures, la demande peut être refusée ou des restrictions peuvent être imposées.

**Article 30:**

L'autorisation est accordée à l'exploitant pour une adresse spécifique. Elle n'est pas transmissible à des tiers.

**Article 31:**

Les autorisations sont accordées à titre précaire et révocable. Elles peuvent par conséquent être modifiées ou retirées pour des motifs d'intérêt général (travaux de voirie, événements exceptionnels, manifestations etc.).

**Article 32:**

Le permissionnaire est tenu au paiement d'une cotisation fiscale pour l'occupation privative du domaine public et ce, en application des règlements communaux. Le paiement de la cotisation fiscale ne dispense pas de l'obligation de demander l'autorisation requise.

**Article 33:**

L'autorisation est valable pour une durée de cinq ans. Dès l'expiration de l'autorisation, l'installation doit être enlevée immédiatement. La voie publique doit être rendue propre. Toute construction non autorisée fera l'objet d'un enlèvement d'office et aux frais de l'exploitant.

## **Contrôle & sanctions**

**Article 34:**

L'autorisation ne produit ses effets qu'à partir de l'affichage de manière visible sur la vitrine et facilement lisible de l'extérieur.

Article 35:

Les titulaires d'autorisation doivent se prêter aux opérations de contrôle de l'autorisation et/ou de mesurage des dispositifs tant des fonctionnaires communaux que de la police.

Article 36:

Les preuves de paiement de la cotisation fiscale d'occupation de l'espace public doit pouvoir être présentés à chaque demande des autorités compétentes.

Article 37:

Le non-respect des dispositions du présent règlement sera sanctionné soit d'une amende administrative, soit d'une suspension ou d'un retrait administratif de l'autorisation ou de la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif, conformément à la procédure définie par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

**Dispositions transitoires**

Article 38:

Chaque nouvelle demande, introduite après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera évaluée selon les modalités prévues par ce règlement. Les autorisations existantes doivent être régularisées et adaptées aux modalités prévues par ce règlement au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur de ce règlement. Au-delà de cette période transitoire, les autorisations existantes sont nulles de plein droit. Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 31 janvier 2018.**

Par le Conseil:

David Neuprez  
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt  
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

**Vergadering van 31 januari 2018**

**Voorwerp nr 10** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen; HH. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile CJ. Jodogne, HH. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. EL MASLOUHI Ahmed, Gemeenteraadsleden; Mevr. EL KHATTABI Fatiha, Gemeenteraadslid; H. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Gemeenteraadslid; HH. Abdelkrim Ayad, Arnaud Verstraete, Gemeenteraadsleden; H. Taoufik Ben Addi, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Saït Köse, Schepen; HH. Jean-Pierre Van Gorp, Halis Kökten, Mohamed Reghif, Mevr. Jamila Sanhayi, H. Abdallah Kanfaoui, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Döne Sönmez, Gemeenteraadslid.

**#Objet : Politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden #**

**DE GEMEENTERAAD**

*Besloten, met 37 stem(men) tegen 0 en 3 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd*

Gelet op de artikelen 119, 119 bis, 133 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;  
Gelet op artikel 56 van het algemeen politiereglement van 26 februari 2014;  
Gelet op hoofdstuk 7 van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening van 23 juni 2010;  
Overwegende dat terrassen en etalages een essentieel deel uitmaken van het stedelijke landschap;  
Overwegende dat de bezetting van het publiek domein in het gemeentelijk actieplan tegen overlast als een bron van fysieke overlast wordt geïdentificeerd;  
Overwegende de wil om de toegankelijkheid van de voetpaden en een harmonieus gebruik tussen de verschillende gebruikers en handelaren te verzekeren;  
Overwegende de noodzaak om de bestaande procedures te harmoniseren en de controle te faciliteren;  
Overwegende de noodzaak om over een specifiek regelgevend kader te beschikken betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

**Algemeen**

**Artikel 1:**

§1 Het voorliggend reglement heeft tot doel om de administratieve regels en technische voorschriften vast te leggen met betrekking tot de installatie van terrassen, verdeelautomaten, etalages en andere objecten voor handelsdoeleinden op de openbare weg teneinde de toegankelijkheid en een harmonieus gedeeld gebruik ervan met andere gebruikers te garanderen.

§2 Het is verboden om de openbare weg te bezetten voor handelsdoeleinden zonder voorafgaandelijke schriftelijke vergunning van de burgemeester. De vergunning bepaalt het geautoriseerde oppervlakte en de plaats van het toegelaten materiaal.

§4 De burgemeester kan bepaalde uitzonderingen op het reglement toestaan in de mate dat de geest van het reglement en diens bepalingen die de openbare veiligheid en openbare rust garanderen behouden blijft.

**Artikel 2:**

De gebruikte termen in het voorliggend reglement worden als volgt gedefinieerd:

- **Terras:** Een terras is de commerciële uitbreiding van een handelszaak op de openbare weg waarop tafels, stoelen en eventueel een aantal accessoires worden geplaatst, zoals parasols, bloembakken, menuborden, ...
- **Tegen-terras:** Het gedeelte van het terras gesitueerd aan de voetpadrand langs de straatzijde.
- **Eilandterras:** Het gedeelte van het terras gesitueerd in de onmiddellijke nabijheid van de

- handelszaak maar gescheiden door de openbare weg.
- Terras op een parkeerstrook: Een terras gesitueerd op een deel van een parkeerstrook, tussen het voetpad en de rijweg.
- Etalage: Een constructie om goederen en etenswaren die in een handelszaak worden verkocht uit te stallen op de openbare ruimte
- Tegenetalage: Een verplaatsbare etalage die zich aan de voetpadrand langs de straatzijde bevindt

## **Voorschriften van toepassing op alle installaties**

### Artikel 3:

Onder voorbehoud van uitzonderingen in het kader van een stedenbouwkundige vergunning, moeten de voorschriften van de stedenbouwkundige verordeningen steeds worden nageleefd.

### Artikel 4:

De bezette oppervlakte wordt beperkt door de laterale grens van de handelszaak. De uitbreiding voor een ander gebouw, een blinde muur en/of een andere handelszaak is verboden, behoudens een geschreven akkoord van de eigenaar. De toegang tot het pand of de andere verdiepingen ervan moet steeds verzekerd blijven.

### Artikel 5:

Een vrije doorgang van minstens 1.50 m moet altijd gegarandeerd zijn. Deze vrije doorgang betekent dat er geen enkel obstakel (straatmeubilair, signalisatie, verdeelautomaat etc.) aanwezig mag zijn op het pad voor de voetgangers. De beschikbare breedte is de afstand tussen de gevel van de handelszaak en de rand van de rijweg, na het aftrekken van de afstand van de aanwezige obstakels in de publieke ruimte. De markering voor blinden en slechtzienden moet steeds vrij blijven.

### Artikel 6:

De installatie en de omgeving ervan moeten in perfecte staat van onderhoud worden gehouden. Afval (papier, rommel, sigarettenpeuken, ...) moeten meteen worden verwijderd. Dergelijk afval mag in geen geval in de goot of aan de bomen worden gesmeten.

### Artikel 7:

De houders van de vergunning zijn verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de openbare rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak. Zij engageren zich om hun klanten te informeren en aan te sporen om de rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak te respecteren. Bij de sluiting van de handelszaak nemen zij alle mogelijke maatregelen om het meubilair op rustige wijze op te bergen.

### Artikel 8:

Enkel het materiaal, het meubilair en de accessoires die in de vergunning worden vermeld zijn toegelaten. Ze moeten binnen de toegestane oppervlakte worden geplaatst.

### Artikel 9:

Het gebruikte materiaal bestaat uit een eenvormige stijl en respecteert het architecturale karakter van het gebouw waartegen het wordt opgesteld. De gebruikte materialen zijn stevig, duurzaam, op eenvoudige wijze te onderhouden

### Artikel 10:

Het is verboden om buiten de openingsuren het meubilair op de openbare weg te stockeren.

### Artikel 11:

Zonnewering en aanverwante moeten worden opgesteld op een wijze waarop ze, eens dat ze in gebruik zijn, de toegestane oppervlakte niet overschrijden en de doorgang voor voetgangers, personen met een beperkte mobiliteit en het verkeer niet hinderen. Ze hebben een hoogte van minimaal 2 m en moeten de zichtbaarheid van de handelszaken in de buurt respecteren. Ze mogen in geen geval de zichtbaarheid van verkeerslichten of signalisatieborden beperken.

### Artikel 12:

De bedekking van het voetpad door een vloer, tapijten of elke andere wijze is verboden. Uitzonderingen voor de plaatsing van een plankenvloer kunnen worden toegestaan aan de houders van een vergunning van een terras of een etalage waarbij het voetpad een aanzienlijke helling heeft. De plankenvloer moet steeds in korte tijd (minder dan één uur) kunnen worden verwijderd. De plankenvloer mag in geen geval in de grond of aan de façade worden bevestigd.

### Artikel 13:

Toestellen voor het bereiden van voedingsmiddelen (braadsledes etc.) zijn onderworpen aan een specifieke vergunning van de burgemeester. Een extra veiligheidszone van 1.00 m, bovenop de voorziene

minimumdoorgang van 1.50 m voor voetgangers, moet steeds worden gegarandeerd.

### **Bijzondere voorschriften: terrassen, tegenterrassen, eilandterrassen & terrassen op een parkeerstrook**

#### **Artikel 14:**

Enkel meubilair waarvan de omvang en het aantal verenigbaar zijn met de toegelaten oppervlakte wordt toegelaten. Het meubilair en de accessoires moeten steeds binnen het toegelaten oppervlak blijven.

#### **Artikel 15:**

Wanneer een gevelterras met een tegenterras wordt gecombineerd moet een vrije doorgang van minstens 2.00 m gegarandeerd zijn. De geautoriseerde oppervlakte mag maximaal 50% van de beschikbare oppervlakte van het voetpad innemen. Wanneer het tegenterras zich naast de rijbaan of naast een parkeerplaats bevindt, moet er minstens 0.90 m afstand zijn met de rand van het voetpad

#### **Artikel 16:**

Het is verboden om het terras van geluidsversterking te voorzien.

#### **Artikel 17:**

De houders van de vergunning zijn verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de publieke rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak door de klanten. Er worden voldoende asbakken en geschikte, gesloten vuilnisbakken ter beschikking gesteld van de klanten.

#### **Artikel 18:**

Beschermende schermen evenwijdig aan of loodrecht op de façade moeten eenvormig, stevig, transparant en demonteerbaar zijn. Ze mogen een basis hebben (bloembakken etc.) met een hoogte van maximaal 0.80 m.

#### **Artikel 19:**

Bloembakken mogen geplaatst worden binnen het toegestane oppervlakte op een manier waarop ze de buurtbewoners en de omliggende handelszaken niet hinderen. Ze moeten door de houders van de vergunning worden onderhouden. De bloemen en planten mogen niet giftig zijn of overwoekeren. Met inbegrip van de bloembak hebben ze een maximale hoogte van 1.30 m.

#### **Artikel 20:**

Het terras moet toegankelijk zijn voor personen met een beperkte mobiliteit. Om personen in een rolstoel te kunnen ontvangen zijn tafels met een minimumhoogte van 0.73 m aangewezen.

#### **Artikel 21:**

Indien het voetpad een aanzienlijke helling heeft of wanneer het terras op een parkeerstrook wordt geplaatst is de plaatsing van een plankenvloer verplicht.

§1 De plankenvloer mag uitsluitend van hout worden gemaakt en mag in geen geval in de grond of aan de façade worden bevestigd.

§2 De afvoer van water onder de plankenvloer moet voorzien worden.

§3 De plankenvloer moet een oppervlakte vormen zonder spleten of tussenruimtes om de opstapeling van afval te vermijden.

§4 De plankenvloer mag op geen enkele wijze bedekt worden.

§5 De toegang tot de ondergrondse netwerken moet steeds gegarandeerd zijn. De plankenvloer moet steeds in minder dan één uur kunnen worden verwijderd.

#### **Artikel 22:**

Terrassen op een parkeerstrook mogen enkel toegankelijk zijn via het voetpad. Beschermende afsluitingen van min. 1.50 m aan de zijkant en langs de kant van de rijweg zijn verplicht. Aan de drie kanten van de afsluiting moeten reflecterende stroken worden aangebracht.

### **Bijzondere voorschriften: etalages en tegenetalages**

#### **Artikel 23:**

Een etalage is uitsluitend bestemd om goederen die in de handelszaak worden verkocht uit te stallen in de openbare ruimte. Een etalage mag in geen geval worden gebruikt om goederen te stockeren. De goederen mogen niet rechtstreeks op de grond of op een pallet worden geplaatst.

#### **Artikel 24:**

Wanneer een geveletalage met een tegenetalage wordt gecombineerd moet een vrije doorgang van minstens 2.00 m gegarandeerd zijn. Het is evenwel aan te raden om 1.00 m extra te voorzien, zodat de klanten voldoende ruimte hebben om de handelswaren te bekijken terwijl de doorgang voor de voetgangers gegarandeerd blijft.



#### Artikel 25:

Enkel etalages met een maximale hoogte van 1.30 m zijn toegestaan. Het model moet gepreciseerd worden in de aanvraagprocedure.

### **Aanvraag van een vergunning**

#### Artikel 26:

Elke bezetting van het openbaar domein door een terras, een etalage, een distributeur of een ander object voor handelsdoeleinden is onderworpen aan een voorafgaandelijke vergunning van de burgemeester.

#### Artikel 27:

De natuurlijke of rechtspersonen, eigenaars of uitbaters van een handelszaak op het gelijkvloers dat uitgaat op de publieke ruimte en waarvan het administratief in orde is, zowel op het niveau van de politie als op het niveau van stedenbouw, mogen een aanvraag indienen om een de openbare ruimte te bezetten voor handelsdoeleinden.

#### Artikel 28:

Het aanvraagdossier moet gericht zijn aan de burgemeester en volgende documenten bevatten:

- Het correct en volledig ingevulde aanvraagformulier;
- Een gedetailleerde plattegrond van de situatie, waarop de inplanting van het gevraagde materiaal wordt weergegeven, evenals de afmetingen van het voetpad, de gevel, de ingang van het gebouw en alle obstakels (straatmeubilair, paaltjes, bomen etc.);
- Een beschrijving van het materiaal en de meubels die gebruikt zullen worden, met inbegrip van hun aantal;
- Minstens drie kleurenfoto's van de plaats (loodrecht op de gevel, vanaf de rechterzijde en vanaf de linkerzijde) waarop het gebouw en de omgeving van de gevraagde oppervlakte zichtbaar is (het voetpad, het straatmeubilair, bomen etc.);
- Het betalingsbewijs van de fiscale bijdrage;
- Het advies van de dienst Stedenbouw en/of de stedenbouwkundige vergunning in geval van een permanente etalage, een terras op een parkeerstrook of de plaatsing van een plankenvloer;
- De toelating van de gewestelijke overheid in het geval van een installatie op het openbaar domein van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Een onvolledige aanvraag wordt beschouwd als onontvankelijk. De aanvrager wordt hiervan per brief op de hoogte gebracht. Indien de aanvraag binnen de 60 dagen die volgt op de kennisgeving niet op geldige wijze wordt aangevuld, wordt de aanvraag geannuleerd zonder bijkomende kennisgeving hiervan.

#### Artikel 29:

Op basis van het advies van gemeentelijke diensten, de politie, de brandweer of de hogere overheden kan de aanvraag geweigerd worden of kunnen bepaalde beperkingen worden opgelegd.

#### Artikel 30:

De vergunning wordt uitgevaardigd aan de uitbater van een welbepaald adres. Ze kan niet aan derden worden overgedragen.

#### Artikel 31:

Elke vergunning is precaire en herroepbaar. Om redenen van algemeen belang (werken aan het openbaar domein, uitzonderlijke evenementen of manifestaties, ...) kan de vergunning gewijzigd of ingetrokken worden.

#### Artikel 32:

De bezetting van de openbare ruimte is onderworpen aan een fiscale bijdrage, zoals voorzien in de gemeentelijk belastingreglementen. De betaling van een fiscale bijdrage ontslaat de uitbater niet van de verplichting om een terrasvergunning aan te vragen.

#### Artikel 33:

Een vergunning heeft een geldigheid van 5 jaar. Wanneer de vergunning vervalt, moet de installatie onmiddellijk worden verwijderd. Het openbaar domein moet in onberispelijke staat worden hersteld. Elke bezetting van het openbaar domein zonder vergunning kan het voorwerp uitmaken van een ambtshalve verwijdering op kosten van de uitbater.

### **Controle & sancties**

#### Artikel 34:

De vergunning treedt pas in werking wanneer deze op een zichtbare wijze op het vitrineraam wordt

bevestigd zodat deze leesbaar is van buitenaf.

**Artikel 35:**

De houders van een vergunning moeten medewerking verlenen aan acties waarbij de vergunning en/of de toegelaten afmetingen wordt gecontroleerd, zowel door gemeentelijke ambtenaren als door de politie.

**Artikel 36:**

Het betalingsbewijs van de fiscale bijdrage op de bezetting van de openbare ruimte voor handelsdoeleinden moet op vraag van de bevoegde overheid kunnen worden voorgelegd.

**Artikel 37:**

Het niet naleven van de bepalingen van het reglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden zal bestraft worden met een administratieve geldboete en/of de schorsing of het intrekken van de vergunning of de tijdelijke of definitieve sluiting, zoals bepaald wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

**Overgangsbepalingen**

**Artikel 38:**

Elke nieuwe aanvraag, ingediend na de inwerkingtreding van dit reglement, zal worden beoordeeld volgens de bepalingen in het reglement. Na de inwerkingtreding van dit reglement moeten de bestaande vergunningen binnen 3 jaar geregulariseerd en aangepast zijn aan de bepalingen van dit reglement. De bestaande vergunningen vervallen van rechtswege na deze overgangsperiode. Onderhavig reglement treedt in werking vanaf 1 januari 2019.

**Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 31 januari 2018.**

Namens de raad :

David Neuprez  
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt  
Burgemeester-Voorzitter